

FICHE DE POSTE

Fonction publique

Fonction publique de l'Etat

**Chargé de mission contentieux public –
Expérimenté**

Identification du poste

Filière : Administrative

Catégorie : A

Domaine / métier : Droit/Juriste

Statut : vacant susceptible d'être vacant

Nature de l'emploi : Emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels Ouvert
uniquement aux contractuels

Métier de référence : Juriste (FP2JUR02)

Affectation

Date limite de candidature : 15 août 2025

Service/département : Service « Conseil, Médiation, Sanction » (SCMS)

Direction/pôle : Direction des affaires juridiques (DAJ)

Date de vacance du poste : 19/08/2025

Contrat

Durée hebdomadaire de travail : 37H30 (7H30/jour)

Télétravail possible : oui (sous réserve) non

Management : oui non (fonctionnel en fonction profil)

Temps plein : oui non

Nature du contrat : besoin pérenne besoin temporaire (moins de 12 mois)

Durée du contrat : 1 an

Descriptif du poste

Dans le cadre d'un remplacement (congé maternité), le Service « Contentieux, Médiation, Sanction » SCMS recherche pour renforcer son équipe un chargé de mission contentieux expérimenté.

Le poste est à pourvoir au plus vite pour une durée d'un an. En fonction de l'évolution de l'activité et du profil du candidat retenu, des perspectives au sein du SCMS pourront être proposées, à l'issue de la période d'un an.

Vos principales missions :

En lien avec la Responsable du Service « Contentieux, Médiation, Sanction » (SCMS) et la Directrice des affaires juridiques :

- Défendre les intérêts de l'Agence dans l'ensemble de ses programmes d'intervention ;
- Participer à l'élaboration de la stratégie contentieuse en lien le cas échéant avec les cabinets d'avocats partenaires de l'Agence ;
- Instruire, dans un contexte de massification des aides, de judiciarisation et d'exposition médiatique des interventions de l'Agence, les recours hiérarchiques, juridictionnels, les affaires judiciaires ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à l'amélioration de la sécurité juridique des décisions en apportant un appui et conseil aux services instructeurs pour assurer le respect des droits des usagers et la sécurité juridique des décisions ; - Contribuer et être force de proposition dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de sanctions de l'Agence en lien avec les autres chargés de mission (contentieux/affaires pénales) ; - Assurer la cohérence de la stratégie contentieuse/sanctions/médiation entre les différents régimes d'aides de l'Agence et proposer en lien avec sa hiérarchie et le Service « Conseil et expertise juridiques » des évolutions de la réglementation.
	<p><u>Principales activités :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseil précontentieux et participation à la stratégie de défense dans les dossiers sensibles (notamment dossiers de mandataires MaPrimeRenov', dossiers d'accompagnateurs FranceRenov') ; - Instruction d'un portefeuille d'affaires comprenant des dossiers complexes ou à enjeux (recours hiérarchiques, contentieux de masse, référés, procédures de plein contentieux) ; - Appui aux chargés de contentieux niveau 1 dans l'analyse des dossiers, la stratégie de défense et la rédaction des mémoires sur les dossiers à enjeux et procédures d'urgence ; - Suivi des instances en liaison avec les cabinets d'avocats partenaires ; - Assurer le suivi de l'exécution des jugements: mail d'information aux autres directions, analyse des décisions juridictionnelles rendues, propositions quant aux suites à donner (appel, pourvoi, évolution de la réglementation, etc.) ; - En lien avec les chargés de mission « affaires pénales » instruction des procédures de sanction (proposition, analyse, fiche de synthèse, proposition à la commission des recours et la commission sanction MPR) ; - Conseil juridique auprès des services de l'Agence et services locaux sur les questions relatives aux relations Administration-usagers et identification des risques contentieux et des solutions à apporter ; - Réalisation de formations afin d'améliorer la qualité des décisions nationales et locales (motivation des décisions) ; - Diffusion de connaissances juridiques: suivi de la jurisprudence, analyse juridique, recherches documentaires ; - Pilotage de chantiers de modernisation des procédures/outils contentieux ; - Participation à la rédaction du bilan annuel relatif aux recours et à l'élaboration du budget ; - Participation aux comités et groupes de travail et y représenter le service. <p>En tant que de besoin à l'appui des chargés de mission « affaires pénales » en cas de pics d'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participer à la rédaction des signalements sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale et des dépôts de plainte selon la répartition organisée par la responsable du service ;

	- Assister à titre exceptionnel aux instances relatives à la gestion de la fraude (Cotech, COPIL fraude, groupes de travail dédiés, etc.).
Descriptif du profil recherché	
Le profil idéal :	<p>Master 2 en droit public.</p> <p>Une expérience significative en pratique du contentieux administratif en administration ou en cabinet d'avocats est attendue.</p> <p>Rigueur, qualité rédactionnelle.</p>
Niveau d'étude minimum requis	Niveau Master 2.
ELEMENTS DE CANDIDATURES	
Curriculum vitae + Lettre de motivation obligatoire	
A PROPOS DE L'OFFRE	
Informations complémentaires	<p>Recrutement par :</p> <p>- Contrat de droit public d'une durée d'un an.</p> <p>Contrat de 37h30 par semaine / 7h30 par jour (ou 35h / 7h par jour)</p> <p>Droits à congés de 25 congés annuels / 15 RTT (25 CA)</p> <p>Télétravail : sur demande, à hauteur de 2 jours par semaine (sous réserve de l'accord du N+1).</p>
Conditions particulières	<p>Localisation : 8 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.</p> <p>Déplacement : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non</p>
Descriptif de l'employeur	
<p>Depuis plus de 50 ans, l'Anah agit pour la rénovation et l'amélioration de l'habitat privé dans tous les territoires et au bénéfice de tous les Français. Aujourd'hui, l'Anah pilote France Rénov', le service public de la rénovation de l'habitat qui doit permettre au plus grand nombre de réaliser des travaux d'amélioration, pour vivre mieux chez eux et lutter contre le réchauffement climatique.</p> <p>L'Agence aide les propriétaires à concevoir et à réaliser leurs projets de travaux, en leur accordant des aides financières. Elle finance également les collectivités locales et leurs opérateurs qui mènent de lourdes opérations de recyclage foncier lors d'opérations de résorption d'habitat insalubre.</p> <p>L'Anah a une double vocation : sociale et environnementale. Historiquement, elle lutte contre le mal-logement et aujourd'hui, elle est aussi un acteur essentiel de la transition écologique. Elle est l'un des acteurs majeurs de la politique de rénovation énergétique des logements grâce à la distribution de MaPrimeRénov'. En 2022, l'Agence a accordé 3,4 milliards d'aides pour permettre la rénovation de près de 720 000 logements.</p> <p>L'Agence compte environ 300 agents aux profils extrêmement diversifiés, de tous statuts (fonctionnaires, contractuels, apprentis, stagiaires, etc.), répartis dans 5 directions et 4 pôles. En pleine croissance, l'Agence élargit ses effectifs autant qu'elle les diversifie. Le panel des expertises recherchées est aussi large que les métiers de l'Agence sont variés.</p>	
Descriptif du service	
Organisée autour de deux services, le service « Conseil et Expertise juridiques » et le service « Contentieux, médiation, sanction », la Direction des affaires juridiques a pour missions principales :	

- D'apporter un conseil juridique aux services de l'agence sur les dispositifs d'intervention afin d'en assurer la régularité ;
- D'expertiser la faisabilité juridique des dispositifs d'intervention de l'Agence ;
- D'élaborer la réglementation relative aux politiques d'intervention de l'Agence et accompagner son application par les territoires ;
- D'instruire les recours hiérarchiques et juridictionnels (devant les instances administratives et judiciaires) ;
- De conduire les procédures de sanctions et demandes de médiation ;
- D'assurer et diffuser une veille juridique.

La Direction des affaires juridiques compte actuellement 20 agents aux profils diversifiés (fonctionnaires territoriaux, anciens avocats, agents contractuels spécialisés en droit public, etc.).